INTERNATIONAL

SOMMET EUROPÉEN

L'Europe peine à féminiser la Commission de Bruxelles

Pour le président de la Commission, José Manuel Barroso, **LA PRÉSENCE DE FEMMES À BRUXELLES EST INDISPENSABLE.** Elles ont encore du mal à s'imposer.

FLORENCE AUTRET ET YANN-ANTONY NOGHÈS, *à Bruxelles*

Il n'y avait que trois femmes au dîner des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement européens hier soir à Bruxelles. Pour l'instant, deux des quatre postes communautaires clefs — la présidence de la Commission et celle du Parlement européen — ont échu à des hommes. Où sont les femmes ? Bien qu'aucune règle écrite ne parle de parité, il semble inévitable que l'un des deux nouveaux postes à créer — la présidence du Conseil et le haut représentant aux affaires étrangères — revienne à une dame. « Une femme pourrait et devrait occuper cette fonction » de président, déclarait hier aux Vingt-Sept le président du Parlement, Jerzy Buzek. « Ce serait un beau symbole qui assurerait une forte médiatisation, donc une grande visibilité à ce nouveau poste », juge Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert-Schuman. Le président « devrait être une femme », déclarait lundi la ministre suédoise Cecilia Malmström.

Les femmes représentent 52,6 % de la population européenne. « Ne me dites pas qu'il n'y a pas UNE seule femme européenne qui mérite d'être mentionnée dans le contexte de la nomination de quatre hauts responsables européens », enrageait cet été la vice-présidente sortante de la Commission Margot Wallström, une autre Suédoise. Pour composer la nouvelle équipe de José Manuel Barroso aussi, la partie va être serrée. Sur vingt-sept commissaires, quinze sont donnés partants. Parmi eux figurent sept des huit femmes du collège. Pour maintenir « l'équilibre » relatif de la Commission Barroso I, la moitié des nouveaux venus devraient être des femmes. Chefs de gouvernement, à vos répertoires ! Pour le président de la Commission, la présence de femmes est un « must ». Il l'a déjà montré en 2005. « J'ai dû me bagarrer avec certains gouvernements. Je leur ai dit : "Si vous ne m'envoyez pas une femme, je ne vous donnerai pas le portefeuille que vous seriez très content d'avoir", avait-il déclaré dans une interview à « La Tribune ».

« SI VOUS NE M'ENVOYEZ PAS UNE FEMME, JE NE VOUS DONNERAI PAS DE PORTE-FEUILLE. »

UNE OPPORTUNITÉ

Paris n'a pas envoyé de dame à Bruxelles depuis le mandat douloureux d'Édith Cresson. Il y a encore quelques semaines, on murmurait dans les milieux européens que, si l'Élysée voulait vraiment avoir le portefeuille complet du marché intérieur, services financiers compris, il devrait envoyer Christine Lagarde. Le lobby européen des femmes demande aux gouvernements de proposer systématiquement deux candidats à la Commission, un homme et une femme, entre lesquels José Manuel Barroso choisirait.

« Il y a une opportunité aujourd'hui pour des femmes de se positionner. Mais elles ne sont pas encore identifiées », considère Aude de Thuin, présidente du Women's Forum. « Elles doivent juste être encouragées à faire un pas en avant », explique l'une des plus puissantes femmes d'Europe, la commissaire à la Concurrence, Neelie Kroes. ■

Les quatre femmes dont on parle

VAIRA VIKE-FREIBERGA, LA SAGE

Parlant parfaitement le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand, cette ancienne présidente de la République de Lettonie a fait entrer son pays dans l'Union européenne. Cette universitaire polyvalente est la seule candidate déclarée au poste de présidente du Conseil européen. Son absence d'appartenance partisane en fait une parfaite candidate de compromis.

MARY ROBINSON, L'EXPÉRIMENTÉE

PHOTOS: BLOOMBERG NEWS

L'ancienne présidente de la République d'Irlande a deux qualités : un profil international pour avoir été haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme et une étiquette travailliste, sachant que l'un des deux postes restant à pourvoir devra revenir à la gauche. Juriste et francophone, elle jouit d'une excellente image dans les chancelleries.

TARJA KAARINA HALONEN, LA MILITANTE

Cette avocate sociale-démocrate, qui termine un second mandat de présidente de Finlande, est virtuellement disponible pour de nouvelles fonctions. Elle plaide depuis toujours pour le développement des actions extérieures de l'Union. « On verra… », disait-elle hier soir au sujet d'une candidature, à son arrivée au sommet européen.

CHRISTINE LAGARDE, LA VALEUR QUI MONTE

L'actuelle ministre de l'Économie n'a pas le statut d'ancien chef de l'exécutif requis pour accéder aux plus hautes fonctions européennes. Mais son nom revient avec insistance dans les discussions de couloir. Son expérience américaine et son profil d'avocat d'affaires la mettent à l'abri des soupçons de colbertisme qui planent généralement sur les Français.

CONJONCTURE

La reprise s'amorce outre-Atlantique

L'économie américaine a **CRÛ DE 3,5 % AU TRIMESTRE DERNIER.** Les mesures de relance y ont contribué.

« JE SAIS QUE NOUS AVONS ENCORE un long chemin à parcourir avant de complètement restaurer notre économie et de nous remettre de ce qui a été le plus long déclin depuis la grande dépression… » : bien que le président Barack Obama se déclarait hier « très satisfait », après l'annonce d'une croissance du PIB, de 3,5 % au troisième trimestre — une première depuis le printemps 2008 —, il ne se berçait pas d'illusions. « Il faudra que l'activité augmente de manière soutenue et robuste pour que le taux de chômage diminue de manière significative », a averti de son côté Christina Romer, la conseillère économique du président, après cette première estimation d'une statistique très attendue.

La récession, qui a officiellement débuté à la fin 2007, est donc terminée outre-Atlantique.

PRIME À LA CASSE

La récession, qui a officiellement débuté à la fin 2007, est donc terminée outre-Atlantique. Cependant, les économistes jugent la reprise fragile et craignent que la croissance des prochains trimestres soit moins vigoureuse. De fait, si au trimestre dernier, l'activité a été stimulée par des aides fédérales, certaines ont déjà pris fin ou sont susceptibles de disparaître, tels la « prime à la casse » dans l'automobile, qui a fait rebondir les ventes, mais qui a expiré en août, ou le crédit d'impôt de 8.000 dollars aux primo-accédants, qui doit disparaître à la fin novembre (mais dont le Congrès étudie actuellement le prolongement).

Ainsi, sans le soutien au secteur automobile, la croissance n'aurait été que de 1,9 % au troisième trimestre, selon les experts. Pis, pour l'Economic Policy Institute, un centre de recherche proche des syndicats, sans le plan de relance de 787 milliards de dollars, la croissance n'aurait été que d'« environ 0,8 % ». Ces mesures ont, selon le think tank, créé ou préservé « entre 1,1 et 1,5 million d'emplois ». Du coup, alors que le taux de chômage devrait dépasser prochainement les 10 %, d'aucuns militent pour un nouveau plan de relance.

ÉRIC CHALMET, À NEW YORK

PAYS ÉMERGENTS

L'indien Thermax profite de la pollution

BLOOMBERG NEWS

L'Inde est le deuxième pays à polluer après la Chine, en raison de son développement industriel et de son 1,2 milliard d'habitants.

Le groupe indien Thermax, qui fabrique entre autres des appareils purificateurs d'air et d'eau, prévoit de tripler ses ventes d'ici à 2016. En valeur, cela représentera un montant de 20 milliards de roupies (287 millions d'euros). Thermax a conclu des partenariats avec les américains General Electric et SPX, et l'allemand Wehrle-Werk pour capter une partie du marché en pleine expansion de la lutte contre la pollution. Thermax doit composer avec la concurrence de Ion Exchange dans le domaine du traitement de l'eau et avec BOC India dans le contrôle de la pollution de l'air. Chaque jour, 1.000 enfants âgés de moins de 5 ans meurent à travers le pays à cause de la pollution.

GULF NEWS : LA FORMULE 1 BOOSTE ABU DHABI

Les 16.000 chambres d'Abu Dhabi sont complètes avec un taux doccupation de 100 % pour le dernier Grand Prix de formule 1 de la saison qui se tiendra ce week-end à Abu Dhabi. C'est la première fois que l'émirat accueille un Grand Prix de formule 1. Les autorités touristiques d'Abu Dhabi (ADTA) ont profité de l'événement pour accroître le potentiel touristique de l'émirat. « Les infrastructures construites pour la course accroissent significativement l'attrait d'Abu Dhabi comme destination touristique », s'est félicité Lawrence Franklin, directeur de la stratégie d'ADTA.

THE GUARDIAN (NIGERIA) : LA CHINE MENACE LE « MADE IN NIGERIA ».

La Chine constitue la principale menace pour les produits fabriqués au Nigeria, selon l'Association nationale des commerçants nigérians (NANTS). La Chine est aujourd'hui le principal partenaire commercial du Nigeria après l'Afrique du sud. « Au début, le seul endroit où l'on pouvait trouver des produits chinois était le Chinatown de Lagos. Aujourd'hui, on les trouve aux quatre coins du Nigeria », explique Ken Ukaoha, le président de NANTS. Les importations à bas prix de produits textiles chinois ont largement contribué à la réduction de l'industrie textile nigériane, les usines nigérianes n'ayant pas été en mesure de lutter avec leurs homologues chinoises. « Sachant que les entreprises nigérianes ne sont pas suffisamment compétitives, les investissements massifs réalisés par des entreprises chinoises au Nigeria pour produire localement produits et services risquent de conduire à la fermeture d'entreprises nigérianes », s'inquiète un rapport de Trade Policy Research and Trining Program.

PetroSA veut construire un oléoduc reliant la province du Cap-Oriental aux grandes villes d'Afrique du Sud

La compagnie publique sud-africaine PetroSA étudie la faisabilité d'un oléoduc reliant sa raffinerie située à Coega dans la province du Cap-Oriental à l'ensemble des autres oléoducs afin d'avoir accès aux principales grandes villes d'Afrique du Sud. La raffinerie, qui sera opérationnelle à partir de 2014, aura une capacité de production de 400.000 barils par jour. Le montant du projet est évalué à 6,76 milliards d'euros. En début de mois, la compagnie pétrolière publique du Venezuela, PDVSA, a indiqué vouloir former un partenariat avec PetroSA, pour exploiter des gisements dans le sud du Venezuela, en remplacement de la major américaine Exxon Mobil. L'investissement s'élèverait à 400 millions de dollars (270 millions d'euros).

LIRE AUSSI

● LA CHINE A ACCENTUÉ SES INVESTISSEMENT DANS LES MATIÈRES PREMIÈRES **PAGE 19**